Nations Unies E/2019/NGO/50

Conseil économique et social

Distr. générale
13 juin 2019
Français
Original : anglais

Session 2019
26 juillet 2018-25 juillet 2019
Point 5 de l'ordre du jour
Débat de haut niveau

Déclaration présentée par Pirate Parties International Headquarters, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

19-09700X (F)

Merci de recycler

Déclaration

Pirate Parties International est une ONG multinationale qui entend promouvoir l'activisme local déployé dans le monde entier par des citoyens ordinaires qui se réunissent dans des espaces numériques afin de combattre les injustices sociales. Conformément aux objectifs de développement durable 10 et 16, nous en appelons à la collaboration internationale dans le but de réformer les institutions gouvernementales et les systèmes électoraux afin qu'ils impliquent davantage les citoyens ordinaires. Nous pourrons ainsi lutter de façon plus efficace contre l'oppression et renforcer les partenariats mondiaux.

L'oppression se décline sous de nombreuses formes : racisme, sexisme, colonialisme, hétéronormativité et homophobie, transphobie, inégalité sociale, capacitisme, etc. Toutes ces formes d'oppression sont profondément ancrées dans nos systèmes politiques. Elles constituent un vestige du colonialisme, doctrine fondée sur l'infériorité de l'« autre » et source d'invasions, de génocides, de déplacements et d'asservissements de personnes. Nos gouvernements respectifs favorisent aujourd'hui encore une économie mondiale mue par les désirs de l'élite au pouvoir, qui dépouille les populations et tire avantage de ses privilèges, aux dépens des citoyens ordinaires.

Les inégalités systémiques sont une constante dans l'histoire. Les idées destructrices continuent de façonner notre monde. L'intersectionnalité accomplit son œuvre, par laquelle différentes formes de pouvoir, de privilèges et d'oppression se recoupent pour créer une structure de pouvoir globale aux multiples facettes qui perpétuent les inégalités dans le monde : la kyriarchie. Tout est lié, même nos combats pour l'égalité.

Mais comment lutter contre les inégalités ? La réponse est tout sauf simple. Il convient, avant toute chose, de reconnaître les victimes de ces oppressions orchestrées par des institutions corrompues, dont beaucoup sont reconnues par les gouvernements – le complexe militaro-industriel, les services de police, les agences de sécurité nationale, les systèmes de santé, les systèmes éducatifs et juridiques et, bien entendu, les systèmes électoraux et les gouvernements eux-mêmes.

Ces institutions corrompues doivent être réformées en profondeur ou abolies. Pour y parvenir, nous devons imposer la transparence et le principe de responsabilité afin de dénoncer la corruption et toute forme de manquement. En outre, nous devons récompenser et soutenir ceux qui défendent les hautes vertus. Nous devons mettre des procédures en place afin de permettre un contrôle adéquat, au service d'une gouvernance responsable.

Les citoyens ordinaires doivent participer à ce contrôle, ainsi qu'à la diffusion des informations relatives à la chose publique. Les inégalités persisteront si nous ne donnons pas à chacun les moyens de participer, d'égal à égal, à un système démocratique qui leur confère un pouvoir de décision à tous les niveaux. Les intérêts de chacun doivent être représentés.

Les membres d'une communauté donnée doivent pouvoir décider des questions qui les concernent directement, au lieu d'élire un représentant à intervalles réguliers, qui peut alors facilement dire une chose et en faire une autre. Nous devons être dirigés par ceux qui organisent véritablement nos communautés et non par des politiciens à la solde des entreprises privées.

Le pouvoir ne s'exerce pas en vase clos. Combattre les inégalités implique de revoir le fonctionnement des institutions et les conditions qui confinent les citoyens dans l'impuissance. Tous les combats pour l'égalité et l'inclusion sont intrinsèquement liés. Les inégalités persisteront si nous continuons de permettre aux systèmes électoraux de s'autoproclamer démocratiques, alors qu'ils sont truqués et

qu'ils ne représentent que les plus nantis. Nous devons remettre en cause tout ce que nous avons appris sur le statu quo en matière de liberté, de démocratie et de justice. N'ayons pas peur de croire en un monde meilleur. Restons convaincus de notre capacité d'action.